

RAISON PRÉSENTE

LE PROGRÈS, DÉSIRABLE ?

Présentation

Le progrès : heur et malheur d'une évidence

Jean-Michel Besnier

Entretien avec Jean-Marc Levy-Leblond

Gabriel Gohau et Guy Bruit

Une pastorale oubliée : les conseillers agricoles et le progrès

Sylvain Brunier et Jacques Rémy

La médecine progresse-t-elle ?

Jean-Paul Thomas

L'école à l'âge numérique

Pierre Sorlin

Le désastre de Fukushima et les sept principes
du national-nucléarisme

Thierry Ribault

L'unité européenne, quel progrès pour notre temps ?

Gérard Bossuat

Progrès et écologie

Jean-Paul Deléage

Messianisme, utopie et socialisme moderne

Michaël Löwy

Pouvons-nous inciter les hommes à être vertueux ?

Alain Policar

Les mots du doute en grec

Michel Casevitz

Trimestrielles

*Cinéma, théâtre, atlas des arts vivants, musique,
à travers quelques livres, notes de lecture*

LE DÉSASTRE DE FUKUSHIMA ET LES SEPT PRINCIPES DU NATIONAL-NUCLÉARISME

*Thierry Ribault**

L'idéologie qui fonde la société nucléaire, dont se sont dotés les défenseurs en profondeur du nucléaire et à laquelle les populations se soumettent, est organisée autour de la déréalisation de la perception du monde. Elle fait le choix, quand elle le juge nécessaire, d'annihiler la vie au nom de l'intérêt national et de déposséder les individus de leur propre existence et de leur liberté au nom d'un supposé intérêt collectif servant de paravent à des intérêts industriels supérieurs. Pour ce faire, cette idéologie légitime et organise la coexistence d'une technologie des plus avancées, avec une profonde régression de la conscience.

Je qualifie cette idéologie de *national-nucléarisme*, car lorsque la vérité est scandaleuse, les mots trop légers en viennent à falsifier la réalité des souffrances qu'ils nomment. Les sept principes sur lesquels repose le national-nucléarisme sont ici présentés, à partir de l'observation de l'administration du désastre *inachevable* de Fukushima, qui marque une étape nouvelle du progrès dans la morbidité.

PREMIER PRINCIPE – RENDRE TOUS LES RISQUES ACCEPTABLES

Visant à réduire à néant une loi humaine qui veut que, paradoxalement, les contextes d'insécurité seuls permettent aux populations de penser, de décider et d'agir avec une relative liberté d'esprit, les autorités japonaises, encouragées par les experts de l'AIEA à « accroître leurs efforts de communication relative à l'acceptabilité d'une dose allant de 1 à 20 millisieverts par an »¹, ont établi en pierre de touche une sécurité aux allures d'inhumanité. Donnant une funeste résonance à la formule de Walter Benjamin selon laquelle « le prix de toute force, c'est vivre dans un blindé », cette survie en zone contaminée, présentée, dans un premier temps, comme « transitoirement » vivable, est dans les faits, à court comme à long terme, invivable, bien que recommandée par ceux qui prennent soin de laisser aux autres le risque de l'*expérimenter*.

* Chercheur au CNRS

¹ *Kyodo*, 21 octobre 2011.

Afin de soumettre les populations à l'inacceptable, les administrateurs du désastre ne reculent devant rien. Ainsi, en guise d'explication aux cent suicides liés au désastre nucléaire dans les départements de Fukushima, d'Iwate et de Miyagi, entre juin 2011 et août 2013, parmi les personnes habitant des logements provisoires, on met en cause « la charge nerveuse que provoque l'allongement de la période de refuge loin du pays natal »². En attendant leur retour prescrit au « pays natal », et ramenés à l'état de tragiques dépressifs, les habitants seront soulagés de pouvoir faire appel à des *cellules de protection contre le suicide*, pompeusement baptisées, dans le flot des grandes ambitions qui suivent les désastres, « Centres de soin pour l'esprit ».

Cette métaphysique heideggerienne peine à masquer la planification morbide, pourtant clairement énoncée dès décembre 2011, ayant conduit au choix d'un seuil de 20 millisieverts par an « autorisant » le retour des 210 000 personnes en situation de refuge. Selon un ministre ayant participé aux réunions préparatoires à l'époque, un seuil à 5 millisieverts – qui a prévalu à Tchernobyl – aurait impliqué l'évacuation d'une grande partie des deux plus grandes villes du département, Fukushima et Koriyama, plus de 300 000 habitants chacune, « rendant impossible le fonctionnement du département », sans compter « les inquiétudes relatives aux dédommagements supplémentaires. »³

Voici donc confirmé ce que la catastrophe de Tchernobyl avait déjà permis d'établir : tous les risques sont acceptables quand on fait en sorte de ne pas laisser à ceux qui les prennent la possibilité de les refuser.

SECOND PRINCIPE – NIER LES EFFETS SANITAIRES DE L'IRRADIATION

Afin de nier les effets réels des radiations sur les formes de vie – notamment ceux des doses dites « faibles » – les avancées scientifiques ayant établi l'existence de relations entre irradiation et cancers sont écartées et l'on retombe dans le doute, là où l'on avait, en réalité, des certitudes.

S'inscrivant dans cette fabrication de l'ignorance, des « experts internationaux » en colloque à Fukushima⁴, avant tout

² *Fukushima Minpo*, 13 octobre 2013.

³ *Asahi*, 25 mai 2013.

⁴ Nippon Foundation International Expert Symposium : « *Radiation and Health Risks* », September 11-12, 2011, Fukushima.

soucieux d'effacer les traces de la destruction, livrent les messages scientifiques suivant : les effets des radiations à faible dose sur la santé physique sont nuls ou négligeables ; les seuls problèmes sont ceux qu'engendre une peur excessive de la radioactivité ; seule une adaptation des populations et une communication correctement menée par des experts peuvent désamorcer les risques psychiatriques liés à une mauvaise compréhension de la situation. La priorité est donc d'aider les habitants de Fukushima à « faire disparaître l'épuisement émotionnel lié aux craintes à l'égard des radiations », qui « rongent le moral des gens » affirme Yôhei Sasakawa, président de la *Nippon Foundation*, fondation privée, d'extrême droite, finançant l'événement⁵.

Tandis que pour Kazuo Sakai, du National Institute of Radiological Sciences, « il n'existe pas de remède unique et simple contre la radiophobie », la psychiatre Evelyn Bromet considère « la méfiance envers les autorités comme un facteur de risque pour la santé mentale », dessinant clairement la nature du projet psychiatrique mobilisé à Fukushima : soigner la perte de confiance des individus envers l'autorité par laquelle ils « s'imaginent » avoir été trompés et « normaliser la situation. » On s'interroge sur le sort de ceux qui s'entêteront à ne pas recouvrer leur confiance.

De son côté, le physicien sud-coréen Jaiki Lee appelle de ses vœux « une réforme de la perception du public qui doit apprendre à vivre avec le nucléaire », considérant que « la curiosité tue » bien davantage que les radiations.

Empêcher la connaissance des souffrances qu'il engendre, tel est bien l'un des objectifs avoués du national-nucléarisme.

TROISIÈME PRINCIPE – METTRE LA SCIENCE AU SERVICE D'UNE FAUSSE CONSCIENCE

Le national-nucléarisme donne crédit à une *science d'ascenseur*, fondée sur les renvois entre ses protagonistes, avec, pour principale visée, l'accès optimisé à de non moins ascendantes carrières. Il est à la science, ce que la *musak* est à la musique : un ersatz apparemment insignifiant, aux finalités répressives.

⁵ La *Nippon Foundation* a été créée par Ryôichi Sasakawa, accusé de crime de guerre de rang A, jamais condamné puis libéré en 1948, se définissant comme « le fasciste le plus riche du monde », fondateur avec le Révérend Moon et Tchang Kai-Chek, de la Ligue anticommuniste mondiale (WLAC). Ses liens avec les yakuza sont notoires.

De fait, on a vu, à travers l'exemple du désormais trop fameux professeur Yamashita, médecin promptement nommé dès le 19 mars 2011 « conseiller pour le risque » au Département de Fukushima, puis le 27 mai 2011 à la tête de l'« Enquête de gestion sanitaire de la population » menée par l'Université de médecine de Fukushima, et défenseur zélé de l'innocuité du rayonnement en-deçà de 100 millisieverts par an, conseillant à chacun de « sourire pour faire face aux radiations », combien certains scientifiques savent opportunément mettre en œuvre la règle de *l'incertitude en cascade*, selon laquelle on est toujours en situation incertaine dans un monde d'information incomplète, et de carrières complètement assurées.

Livrant les résultats de ses recherches avant même de les avoir menées, le propre d'une telle science est aussi de jouer une partition sans surprise. Ainsi, l'enquête précitée visait avant tout à « calmer l'anxiété des populations » et convaincre ceux qui doutent, que « l'on peut supposer que l'impact sanitaire de l'accident nucléaire de Fukushima est très mineur », début difficile pour lancer une enquête se voulant scientifique.

Quand on sait que la même science affirme de manière tout aussi péremptoire qu'il est beaucoup trop tôt pour conclure quoi que ce soit des 58 cas de cancer de la thyroïde parmi les enfants du département de Fukushima au 12 novembre 2013, on comprend combien, pour les fossoyeurs de vérité adeptes de la cartomanie, s'il est toujours trop tôt pour conclure sur le présent, il ne l'est jamais assez pour prévoir l'avenir.

Pour le radiobiologiste Keith Baverstock, ancien responsable du programme de protection contre les radiations au bureau européen de l'OMS, une telle « imposture » renvoie à la transformation de nombre de scientifiques en experts qui, sous couvert de s'inscrire dans le consensus établi par leur « communauté », évitent de véritables confrontations scientifiques avec leurs « pairs »⁶.

Enfin, caractéristique plus prosaïque, les ascensionnistes présentent des « trous de mémoire ». Ainsi découvrait-on, en novembre 2013, qu'au moins dix universitaires ayant collaboré avec l'Autorité de régulation nucléaire dans le cadre de commissions portant sur les règles de sécurité ou sur le désastre de Fukushima, n'ont jamais déclaré les fonds publics et privés qu'ils ont reçus pour mener à bien leur expertise, en toute indépendance. L'un d'entre eux confiait « avoir déclaré uniquement ce qui correspondait aux catégories pro-

⁶ Journées « Protéger et soumettre à Fukushima » 15, 16 oct. 2013, Maison franco-japonaise, Tôkyô.

posées », tandis qu'un autre a omis de déclarer ses subsides parce que « cela lui est sorti de l'esprit. »⁷

Loin d'être une science devenue folle, la science d'ascenseur est une force politique profitant du discrédit jeté sur l'État, les médias et les scientifiques eux-mêmes, pour mieux exalter ses experts patentés et ceux qui les financent. Elle n'est pas en « conflit d'intérêts », mais en confluence, voire en identité d'intérêts avec ceux qui l'actionnent. C'est une vraie science, au service de la *fausse conscience* du national-nucléarisme.

QUATRIÈME PRINCIPE – FAIRE DE CHACUN LE CO-GESTIONNAIRE DE L'ADMINISTRATION DU DÉSASTRÉ ET LE RESPONSABLE DE SA PROPRE DESTRUCTION

À Fukushima, les experts appellent chacun et chacune à prendre part à une « culture pratique radiologique » et à se faire acteur de sa propre protection.

C'est toute l'ambition de l'initiative « citoyenne » *Ethos in Fukushima*, qui, sous l'égide de la Commission internationale de protection radiologique (CIPR) et de ses « Dialogues », et dans le pacte de l'ignorance auquel elle propose de souscrire au nom du primat de « la vie quotidienne », demande à la population de devenir « partie prenante » de son irradiation, le tout dans un élan populiste nourri de « responsabilisation » et d'« empowerment ».

La liturgie de ce programme repose sur plusieurs idées clés déjà ressassées à Tchernobyl. « L'essentiel, c'est d'optimiser les doses » nous dit Jacques Lochard, un des grands prêtres d'*Ethos*, membre de la CIPR. « On ne va pas évacuer contre leur gré, ajoute-t-il, des centaines de milliers de personnes pour les protéger d'un risque minime (...). Cela ne veut pas dire que toutes les personnes vont être exposées en moyenne à 20mSv (...). Seul un petit nombre dépassera ce chiffre. »⁸ À charge pour chacun de connaître les bonnes prières à dire pour ne pas se trouver parmi le « petit nombre » en question.

Ainsi, à la question centrale : « Comment maintenir la vie dans des conditions décentes ? », la réponse est : « Par les actions d'auto-protection. »

⁷ *Japan Times*, 9 novembre, 2013.

⁸ *Figaro*, 17 juin 2011.

« Pour être efficace » – c'est-à-dire maintenir la radiation à un niveau compatible avec une minimisation des perturbations sociales et économiques –, il faut établir un « pluralisme des sources de mesure afin de s'assurer de la confiance de la population dans les résultats », et « développer un langage commun entre les parties prenantes impliquées ». « Les résidents deviennent des co-acteurs de la gestion de la situation aux côtés des autorités expertes et des professionnels : c'est la meilleure manière d'éviter le stress. Le contrôle de la radiation au niveau local est la clé du succès. »⁹

Instituant une banalisation cognitive autant que physique de la radiation, cette affirmation naïve de la raison subjective, en pure parodie œcuménique de la démocratie « participative », en vient à faire des victimes d'une avarie nucléaire de niveau sept, les parties prenantes de leur mort probable, au nom de la quête d'une improbable harmonie. Mourir, peut-être, mais responsables, unis et sereins.

En droite ligne de cette mise en auto-expérimentation planifiée, qui n'est rien d'autre qu'un conditionnement par la mort, et constatant que les mesures aériennes de radioactivité effectuées par les pouvoirs publics aboutissent à des résultats supérieurs à ceux fournis par les compteurs Geiger des habitants, l'Autorité japonaise de régulation nucléaire appelle désormais les populations à faire leurs propres mesures¹⁰. Des dosimètres permettant de « corrélérer les déplacements quotidiens aux doses reçues » vont être distribués – chacun pouvant ainsi « prendre des décisions relatives à sa réduction de dose et à sa gestion sanitaire »¹¹ –, procurant accessoirement aux autorités un accès direct et individualisé aux données collectées. Seront mobilisés des « communicateurs chargés d'expliquer aux habitants l'acceptabilité des seuils de radiation dans le but de mettre fin à leurs inquiétudes.»

En confiant l'administration du désastre à ceux qui en subissent le plus directement les conséquences, l'autogestion, dans une situation où les autorités publiques et les experts restent les maîtres, autrement dit le principe qui consiste à rendre coupable celui qui souffre, garantit une circulation efficace des injonctions et des ordres jusqu'à leurs destinataires, tout en nourrissant chez eux l'*illusion de participation* qui fonde le refoulement de leur soumission.

⁹ *Ibid.* note 4.

¹⁰ *Asahi*, 10 novembre 2013.

¹¹ *Asahi*, 21 novembre 2013.

CINQUIÈME PRINCIPE – FAIRE DE LA TECHNOLOGIE
NUCLÉAIRE UNE *FORCE SOCIALE* PLUS PUISSANTE QUE
L'ASPIRATION À LA LIBERTÉ

La soumission, au nom de la sécurité de tous, à l'ordre nucléaire est d'autant plus préférable à la liberté qu'elle est indiscutable, et vice versa. Donnons-en deux illustrations à partir d'évolutions législatives récentes.

Un amendement à la « Loi fondamentale sur l'énergie atomique » de 1955, discrètement adopté le 20 juin 2012, précise que désormais « la politique de l'énergie nucléaire du Japon doit contribuer à la *sécurité nationale* ».

Pour Michiji Konuma, physicien à l'université Keio, cette mention entre en complète contradiction avec la clause d'utilisation pacifique du nucléaire : « le nouveau texte comble un vide dans la constitution japonaise, qui autorise le pays à se défendre avec des armes dont la nature n'est pas clairement définie », et désormais « les moyens militaires nucléaires peuvent être mobilisés pour défendre la sécurité nationale. »¹²

Selon un haut fonctionnaire¹³, il s'agit, en outre, de garantir une légitimité à l'existence du centre de stockage, de retraitement et d'extraction de plutonium et de fabrication de MOX de Rokkasho, chaîne de retraitement construite en partenariat avec AREVA à partir de 1993, qui n'est jamais entrée en fonction, et qui est sur le point de l'être¹⁴. Seule l'utilisation de l'infrastructure de Rokkasho à des fins militaires garantirait la pérennité de ce petit bijou de 20 milliards d'euros, dont le coût de démantèlement est estimé à 80 autres milliards : en effet, aucun réacteur ne peut à ce jour accueillir au Japon le plutonium séparé qui y serait produit.

La capacité de retraitement du site de Rokkasho permettrait de produire annuellement une quantité de plutonium séparé de 8 tonnes, suffisante pour fabriquer 1 000 bombes atomiques. Le Japon détenant déjà de quoi fabriquer 5 000 têtes nucléaires, l'amendement précité constitue une étape supplémentaire dans le processus de normalisation de sa nucléarisation militaire, *de facto* déjà existante.

La pulsion liberticide du national-nucléarisme s'affirme également par l'adoption de la « Loi de protection du secret spécial d'État » le 6 décembre 2013. Elle autorise l'extension du délai

¹² *Asahi*, 17 août 2012.

¹³ *Mainichi*, 26 juin 2012.

¹⁴ *Mainichi*, 8 janvier 2014.

d'inaccessibilité de « tout type d'information interne au gouvernement relative à la sécurité nationale » au-delà de 60 ans, tout contrevenant étant passible d'une peine de 5 à 10 ans de prison. En cas de procès, le gouvernement peut fonder son accusation sur des « preuves indirectes », se donnant ainsi la possibilité de juger les prévenus sans qu'ils aient connaissance du délit dont ils sont accusés.

Selon cette loi – en voie d'être complétée par un autre dispositif législatif permettant de punir les « infractions de conspiration » – contre laquelle ont eu lieu de nombreuses manifestations qualifiées d'« actes de terrorisme » par Shigeru Ishiba, secrétaire général du Parti libéral démocrate¹⁵, et qu'Akira Kurihara, politiste de l'université Rikkyo, dénonce comme « équivalent à la loi d'habilitation sous l'Allemagne nazi, visant à contrôler toutes les informations »¹⁶, tout élément relatif à la sûreté des centrales nucléaires et aux conséquences d'un accident sur les populations, relève désormais de la diplomatie étrangère, de l'anti-espionnage et de la lutte anti-terroriste. Ce qui inquiète la directrice de l'ONG *Access-Info Clearinghouse Japan*, selon qui, en cas de désastre nucléaire, « nous n'aurons aucun moyen nous permettant de confirmer comment de telles crises nous affectent. »¹⁷

Se voulant rassurant, le gouvernement japonais envisage de se laisser la possibilité de « déclassifier en urgence les informations utiles à la population » en cas de catastrophe. Une telle *marge de manœuvre* est toutefois d'autant plus illusoire que, selon une étude récente, « il est pratiquement impossible pour l'ensemble des habitants vivant près d'une centrale nucléaire, d'évacuer suffisamment rapidement pour éviter l'exposition au rayonnement suite à un accident »¹⁸. Cinq jours et demi seraient nécessaires pour évacuer les 1 067 000 de personnes vivant dans un rayon de 30 km autour de la centrale de Tokai, située à 110 km de Tokyo dans le département d'Ibaraki, et il faudrait six jours pour évacuer les 740 000 personnes vivant à proximité de la centrale de Hamaoka, située à 200 km de Tokyo dans le département de Shizuoka.

Par sa militarisation fatale, son chantage sécuritaire et son administration discrétionnaire de l'oubli, le national-nucléarisme ne se contente pas de restreindre la liberté, il attise la peur que les gens en ont, au point qu'ils la stigmatisent et la fuient. Dans le même élan, il démocratise une forme de *liberté utile*, qui sert à compenser

¹⁵ *Mainichi*, 1^{er} décembre 2013.

¹⁶ *Mainichi*, 30 novembre 2013.

¹⁷ *Mainichi*, 13 novembre 2013.

¹⁸ *Mainichi*, 14 janvier 2014.

le renforcement du gouvernement qui la permet et les institutions qui la dispensent et l'organisent.

SIXIÈME PRINCIPE – TRAVAILLER À LA GRANDE INVERSION DU DÉSASTRE EN REMÈDE

Quand on présente le nucléaire, non plus comme la cause des désastres qu'il engendre, mais comme leur remède, on opère une *grande inversion*. On attend des gens concernés qu'ils soient des *contaminés satisfaits*. Shinichi Niwa, responsable du volet psychiatrique de l'« Enquête de gestion sanitaire », rappelle ainsi que « les gens peuvent se sentir en sécurité lorsqu'ils exécutent eux-mêmes les travaux de décontamination plutôt que de les laisser faire par d'autres. »¹⁹

Invitant chacun à s'introjecter l'agression, à vivre la (dé)contamination librement comme si elle était sa propre vie, et administrant le désastre comme on administre un médicament, le décontamino-thérapeute poursuit : « Il est très important, pour calmer la peur, d'être exposé aux radiations. » L'homme fort, qui paie sa force d'un plus grand éloignement de la nature, doit ainsi éternellement s'interdire toute angoisse. En retournant le sens même de la catastrophe et en la confondant avec le risque maximum, qui devient l'objet de toutes les tentatives de maîtrise, un tel gouvernement, par la confiscation de la peur, anéantit la liberté d'avoir peur qui renvoie, pour une population, à la capacité d'éprouver une peur à la mesure du danger qui pèse sur elle, de ressentir l'angoisse qu'il faut ressentir pour parvenir à s'éloigner de ce danger, se mettre à l'abri, et se libérer.

Dans la société nucléaire, le cycle de production énergétique est désencastré des relations sociales. Il n'est plus l'auxiliaire de la société, mais devient au contraire un système auto-régulateur où les formes de vie, sociales, économiques et biologiques, sont *guidées* voire *programmées* et où tout est transformé en risque. Dès lors, une part croissante des activités humaines consiste à se concentrer sur la « gestion » de ce risque, qui *importe* avant tout, la vie sociale, économique et biologique étant censée s'adapter à ce mouvement, et l'éthique se réduisant à un processus de calcul probabiliste, de choix rationnels et d'acceptabilité.

Dans un tel régime d'inversion du désastre en remède, les indiscutables – en tout cas indiscutés – « montées d'un cran technologique » et « renforcements des dispositifs de sécurité », engendrent

¹⁹ *Mainichi*, 26 mars 2012.

de nouveaux problèmes sociaux et humains plus rapidement qu'ils ne parviennent à résoudre les précédents, et voilent une *montée en désastre* dans laquelle, sous couvert de résilience, plus on casse, plus on soigne et plus il faut casser. Ce faisant, le désastre devient un opium et une nécessité « vitale ».

Le national-nucléarisme fait du nucléaire et de ses catastrophes, œuvres de l'homme, des réalités naturelles. Il est cette pathologie de la conscience qui nous interdit de penser le nucléaire et ses catastrophes, pour mieux nous faire penser à travers eux. Dans ce régime, ils ne sont plus objets de pensée, mais ce qui conditionne la pensée.

SEPTIÈME PRINCIPE – NIER L'HOMME EN TANT QU'HOMME

Le national-nucléarisme, qui marque une étape dans l'histoire industrielle, nie l'homme en tant qu'homme. Il l'anéantit réellement et de manière programmée, comme matière première ou comme résidu.

Il achève de sceller l'unité inextricable de la soumission et de la protection dans les sociétés industrielles et fait de cette unité une nécessité objective contre laquelle chacun se croit impuissant. Le désastre de Fukushima apporte la preuve criante que la part de soumission gigantesque qu'implique désormais la citoyenneté ne garantit en retour que d'une protection *feinte*. Il en va désormais des hommes comme des cuves de stockage des eaux contaminées : on connaît leur durée de vie, mais on parie sur une relative élasticité de leur résistance, les uns comme les autres n'étant rien de plus que des ressources à disparition programmable, en attente de remplacement. Populations comme travailleurs ne livrent pas une bataille, mais sont livrés à la bataille tels des mécanismes inanimés. Les hommes, ces atomes sociaux, deviennent du matériel, comme la nature tout entière devient du matériel pour la société. Le recours aux couches les plus refoulées de la population, pour alimenter le *vivier* des 50 000 travailleurs ayant jusqu'à présent contribué à la gestion des dégâts à Fukushima, témoigne de cette *adaptation*.

L'indifférence de l'humanité à la mort – devenue contribution au mouvement de la vie –, ainsi qu'à chacun de ses membres, permet d'organiser d'autant plus scientifiquement une destruction-sélection biologique assurée consciemment par la volonté sociale. Le manque d'égard pour l'individu, devenu un obstacle, facilite le travail d'administration du désastre par les sujets eux-mêmes. À charge aux

« Centres de soin pour l'esprit » que l'on a ouverts récemment à Fukushima, de s'occuper du *fardeau de l'âme*.

Jacques Lochard, consultant précité en métaphysique nucléaire post-accidentelle, adresse le message suivant aux gens de Fukushima : « La vie est plus forte que la mort (...) ceux qui sont passés par une telle expérience ont quelque chose de plus en eux. Ils sont plus forts. » La vie est dure, mais cette dureté la rend magnifique et saine, nous dit en substance cet amateur de sang froid, dont le pathos justifie le monde qui le rend nécessaire.

Se faisant un point d'honneur à regarder en face la souffrance, avec virilité, et l'admettre, quoi qu'il dût en coûter, le national-nucléarisme tente de nous faire accepter, dans son élan de destructivité profitable, que l'on puisse créer la vie à partir de la mort. Selon cette pseudo-ontologie qui aggrave la maladie, c'est le désastre qui ferait l'homme, et non plus l'inverse.

Toutefois, les administrateurs ne recommandent pas une liquidation pure et simple de l'humanité : ils flirtent avec sa déshumanisation. Ils préparent chacun à la mort, socialement utile et devenue elle-même instrument de répression, introduisant ainsi un élément de capitulation et de soumission, et réconcilient les gens avec l'idée que mourir *avant* qu'ils veuillent et qu'ils doivent est désormais non seulement hautement probable, mais fait partie de la marche de la civilisation. Ils aspirent à une humanité mise au pas, prenant sur elle ce que chacun devrait être capable, à terme, de prendre sur soi. L'individu endurci est ce qu'il y a de meilleur dans une société endurcie. Figurer sur place le *Nouhomme*, cet homme robuste dont on attend qu'il soit, sous peu, apte à vivre en territoire contaminé, moyennant quelques sauts technologiques en matière de remédiation et quelques adaptations socio-psychologiques et génétiques, tel est l'objectif.

C'est pourquoi, constatant que les victimes d'affections psychopathologiques consécutives à une catastrophe présentent souvent des prédispositions aux troubles mentaux et des traumatismes antérieurs à celle-ci, Craig Katz, psychiatre à l'Icahn School de New York, recommande, prévoyant, de « rendre la population mentalement plus saine *avant* la catastrophe, de manière à ce qu'elle soit mieux préparée lorsque survient cette dernière. »²⁰ Ainsi, « l'exercice physique, la capacité active à faire face, l'attitude positive, les boussoles morales telles que la spiritualité, le soutien social et la flexibi-

²⁰ FMU-IAEA International Academic Conference, « *Radiation, Health, and Society* », November 21-24, 2013, Fukushima.

lité cognitive », constituent autant de « facteurs de résilience » permettant d'atténuer les effets traumatiques d'un désastre nucléaire.

Les administrateurs du désastre rêvent, en outre, d'« une médecine qui rendrait les cancers aussi bénins qu'une grippe » pour reprendre les vœux de Patrick Momal, économiste à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN). Ainsi « le coût de l'accident nucléaire s'effondrerait » car « l'aversion pour le cancer joue un rôle tout à fait essentiel dans l'ampleur de ce coût », notamment à cause des « effets d'image qui sont très lourds », tels que « l'impact sur le tourisme » ou sur « les exportations agricoles »²¹. Plus délicat, Jacques Repussard, directeur du même organisme d'expertise publique en communication nucléaire, rappelle avec sensibilité, combien « une catastrophe nucléaire ne se représente pas nécessairement par un nombre de morts mais par l'abandon de longue durée de territoires auxquels les populations sont attachées, par des valeurs sentimentales, sociologiques et économiques », « la perte de territoire » étant « l'une des caractéristiques les plus insupportables d'un accident nucléaire. »²²

Le défi auquel le national-nucléarisme est confronté, consiste donc à rendre le cancer moins violemment antipathique afin d'inverser le sentiment de répulsion à son égard, qui incite à se détourner du danger, largement imaginaire, de l'énergie nucléaire et de ses avaries. Au fond, dans ce rêve d'un homme *achevé*, si la mort disparaissait, la vie irradiée à moindre coût pourrait enfin régner en toute *sérénité*.

Pourquoi chercher à empêcher le cancer puisque l'on finira bien par le vaincre médicalement ? Gerry Thomas, directrice de la *Chernobyl Tissue Bank* à Londres, financée par une des « tentacules » de la *Nippon Foundation* précitée, tranche le débat : « Finalement, le cancer de la thyroïde est facilement soigné, et le Japon a à sa disposition des tests et des options de traitement très efficaces. » Elle conclut, rassurante : « De nos jours, avoir un cancer ne signifie plus mourir. »²³ Infamie d'autant plus banale que, de nos jours, aux yeux de certains, mourir ne signifie plus rien.

Ni le fruit d'un complot du « lobby », ni le simple égarement du jugement, le national-nucléarisme est la fausse conscience de son époque. Sa mise en œuvre entraînant une calamité aux proportions

²¹ Journée « Le nucléaire dans l'interdisciplinarité », 16 novembre 2012, IRSN, Aix en Provence.

²² *Libération*, 12 mars 2012.

²³ *Ibid.* note 4.

considérables, dans un contexte où l'apathie est la règle, il conjure la philosophie du néant et l'anéantissement, et achève de faire du progrès une régression, celle de la raison dans l'idéologie, si bien mobilisée pour résister au changement.

Attribuant à la nation et au peuple les qualités de volonté et d'autonomie, qui n'appartiennent en réalité qu'aux individus, le national-nucléarisme fait de l'État un instrument chargé de satisfaire les aspirations propres aux individus, et un prolongement de la personnalité de chacun d'entre eux. Cette collectivisation de la responsabilité permet aux administrateurs de continuer comme avant, après chaque désastre, tout en sauvant la totalité organique de la nation.

Ce faisant, moins le peuple a de liberté de choix et de responsabilité morale, plus sa responsabilité pratique est immense : chacun est sommé de partager la gestion des dégâts, de *prendre la mesure*, d'agir en citoyen et de payer les réparations, devenant ainsi responsable de choix qu'il ne fait pas ou dont il est privé, frôlant, en outre, la folie, tant la charge de cette géométrisation morbide de la vie quotidienne est énorme.

Rendre compte de cette *nationalisation du peuple*, bien plus efficace que la nationalisation de l'industrie lorsqu'il s'agit de réconcilier autour de la soumission ; caractériser la situation de *confinement éclairé* dans laquelle chacun est maintenu à sa place, devenant l'objet d'une macro-administration par de super États ayant des ambitions et des conceptions supérieures pour rendre le monde meilleur ; prendre conscience du caractère irrationnel de l'adaptation docile et assidue à la réalité, irrationalité qui devient plus raisonnable pour l'individu que la raison qui l'anime ; tout ceci n'équivaut pas à être un adversaire de la raison, mais à reconnaître la forme qu'elle a prise dans la société nucléaire. Une forme qui, *citoyennement* rendue *désirable*, et brandie au nom de notre propre conservation, nous plonge plus profondément que jamais dans l'expérience vécue de la mise en chose de l'homme et du monde qui caractérise si bien le progrès dans la morbidité.

Kyoto, le 20 janvier 2014